

Question orale de M. Ahmed Mouhssin, député Ecolo à M. Rudi Vervoort, ministre en charge de la Politique d'aide aux personnes handicapées

Concerne: Les arrêtés d'exécution du décret "Inclusion" pour les centres de jour et les centres d'hébergement

Monsieur le ministre,

Ce 1er janvier 2024, un grand pas a été franchi, il s'agit de la finalisation des arrêtés d'exécution du décret relatif à l'inclusion de la personne handicapée. En effet, depuis 2014, le secteur attendait patiemment que ceux-ci soient adoptés. Il s'agit d'un instrument essentiel pour réaliser le point de notre accord de majorité visant à rendre effectif le droit des personnes en situation de handicap de vivre dans la société.

Deux arrêtés étaient en cours d'élaboration: d'une part, l'arrêté concernant les logements collectifs adaptés, historiquement appelés centres d'hébergement, et, d'autre part, l'arrêté concernant les centres d'activités de jour, historiquement appelés centres de jour. L'objectif final de ces arrêtés était le renforcement de l'accueil des personnes en situation de handicap par les centres agréés, avec un accent particulier mis sur celles en situation de grande dépendance.

Comme vous nous l'aviez annoncé, la consultante en charge de la rédaction de ces arrêtés a travaillé en étroite collaboration avec les présidents des fédérations, qui se sont chargés de collecter les informations dans les centres pour répertorier les besoins de normes complémentaires d'encadrement. L'objectif était double : d'une part, simplifier les processus et modalités administratifs et, d'autre part, garantir une meilleure prise en compte de la grande dépendance.

Nous sommes heureux que ce travail fastidieux soit maintenant derrière nous et que nous puissions enfin répondre aux besoins du secteur.

Mes questions sont les suivantes:

- Comment la concertation s'est déroulée avec les divers acteurs du secteur ?
- Quels sont les changements principaux adoptés au sein des arrêtés relativement à la situation actuelle au sein du secteur?
- Comment l'information concernant ces changements a-t-elle été diffusée auprès des représentants du secteur?

Je vous remercie pour vos réponses,

Ahmed Mouhssin
Député Ecolo

